

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/20642]

**19 MARS 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 86 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales pour l'année 2019**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi générale relative aux allocations familiales du 19 décembre 1939 (LGAF), articles 42*bis*, 50*ter*, 71, § 2;

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, articles 86 et 120, alinéas 5 et 6;

Vu le rapport du 27 octobre 2020 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 18 janvier 2021;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 21 janvier 2021;

Vu l'avis 68736/2 du Conseil d'État, donné le 22 février 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la nécessité de permettre la continuité des procédures d'octroi des suppléments sociaux comme cela était pratiqué par FAMIFED et dont les règles sont connues par les familles et par une sécurité juridique. Et ainsi permettre l'octroi des suppléments sociaux depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et ainsi éviter une insécurité juridique. En effet, les familles ont connaissance depuis 2015 du système qui est transcrit dans le présent arrêté et ce pour une période d'un an avant le passage à l'octroi à un droit acquis;

Sur la proposition de la Ministre en charge des allocations familiales;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° le décret du 8 février 2018 : le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales

2° le flux fiscal : le flux de données provenant du SPF Finances en sa qualité de source authentique établissant les revenus visés à l'article 2, 20°, du décret du 8 février 2018.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, pour l'année 2019, il s'agit pour l'octroi de la décision provisoire de l'avertissement-extrait de rôle de l'exercice d'imposition 2017 pour l'année de revenus 2016. La vérification des conditions d'octroi en 2021 se base de l'avertissement-extrait de rôle de l'exercice d'imposition 2020 pour l'année de revenus 2019

**Art. 3.** Pour l'année 2019, les suppléments aux allocations familiales visés aux articles 122 à 124 du décret du 8 février 2018 sont octroyés à l'enfant bénéficiaire et payés à l'allocataire par décision provisoire de la Caisse d'allocations familiales, selon les modalités suivantes :

1° la Caisse d'allocations familiales prend une nouvelle décision provisoire au 1<sup>er</sup> janvier 2019 dans les situations suivantes :

a) le supplément est accordé provisionnellement d'office lorsque d'après le flux fiscal, les revenus ne dépassent pas le plafond autorisé;

b) la caisse d'allocations familiales notifie à l'allocataire une décision provisoire de refus si d'après le flux fiscal, les revenus dépassent le plafond;

c) pour les dossiers pour lesquels la Caisse d'allocations familiales paie en 2018 le taux prévu à l'article 50*ter* de la LGAF sur base de l'article 56, § 2, de la LGAF, le paiement provisionnel selon le taux prévu à l'article 50*ter* de la LGAF est maintenu en 2019, sous réserve d'un changement de situation socio-professionnelle;

d) pour les dossiers pour lesquels la Caisse d'allocations familiales paie en 2018 le taux prévu à l'article 50*ter* de la LGAF sur base d'une assimilation, le paiement provisionnel au taux prévu à l'article 50*ter* de la LGAF est maintenu en 2019 jusqu'à la date prévue de fin d'assimilation. Seules les conditions de revenus sont vérifiées;

e) pour les dossiers pour lesquels la Caisse d'allocations familiales paie en 2018 le taux prévu à l'article 50*ter* de la LGAF sur base des articles 56*quater*, 56*quinquies* ou 56*septies* de la LGAF, le paiement du taux prévu à l'article 50*ter* de la LGAF est poursuivi;

f) Pour les enfants placés avec le paiement du tiers des prestations familiales sur livret et pour les placements en cours au premier janvier 2019, le groupement familial appliqué et le taux en vigueur au 31 décembre 2018 se poursuivent jusqu'à la survenance d'un nouvel événement, à partir duquel les nouvelles dispositions s'appliquent;

g) quand le flux fiscal n'a pas été disponible, la Caisse d'allocations familiales examine les conditions d'octroi sur base des éléments démontrant que l'allocataire satisfait aux conditions de revenus permettant l'octroi d'un supplément;

h) concernant les suppléments prévus à l'article 42 bis de la LGAF en faveur des enfants bénéficiant de prestations familiales garanties, l'octroi est maintenu à titre provisionnel et régularisés après réception des données fiscales relatives à la famille de l'enfant bénéficiaire;

i) pour les enfants reconnus comme atteint d'un handicap ou d'une affection, âgés de plus de 25 ans et nés avant le 1<sup>er</sup> juillet 1966, le paiement est poursuivi sans nouvel examen en 2019;

2° la Caisse d'allocations familiales prend une nouvelle décision provisoire dans le courant de l'année 2019 dans les situations suivantes :

a) l'assuré social informe sa Caisse d'allocations familiales que ses revenus dépassent ou risquent de dépasser le plafond;

b) l'assuré social qui a reçu une décision d'office de refus provisoire peut demander à tout moment un nouvel examen de son dossier en faisant parvenir à la Caisse d'allocations familiales la preuve de ses revenus;

c) lorsque la Caisse d'allocations familiales prend connaissance d'un changement dans la situation familiale de l'allocataire qui implique que les conditions d'octroi d'un supplément ne sont plus remplies, le paiement provisionnel du supplément est immédiatement interrompu;

d) en cas de nouvelle situation monoparentale dans un dossier où il n'y a pas de paiement provisionnel du supplément, la Caisse d'allocations familiales envoie une demande d'information complémentaire à l'allocataire;

3° pour les nouvelles demandes d'allocations familiales à partir de janvier 2019, la Caisse d'allocations familiales prend une décision provisoire sur base d'une demande d'octroi provisionnel si l'allocataire dispose d'éléments démontrant qu'il satisfait aux conditions de revenus permettant l'octroi d'un supplément.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, f), en cas de nouveau placement avec paiement du tiers sur livret à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, le supplément social est octroyé d'office. L'enfant n'est plus groupé autour de l'attributaire. Le paiement se fait dès lors au rang 1, avec octroi du supplément social prévu à l'article 123 du décret du 8 février 2018.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, i), la validité du taux monoparental s'il est payé est vérifiée ultérieurement lors de la réception des données fiscales.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, a), la caisse d'allocations familiales interromp le paiement provisionnel du supplément immédiatement.

**Art. 4.** En 2021, pour les situations visées à l'article 3, la Caisse d'allocations familiales vérifie, sur base du flux fiscal des revenus 2019, le dépassement ou non des plafonds prévus aux articles 122 à 124 du décret du 8 février 2018.

En cas de dépassement des plafonds, la Caisse d'allocations familiales notifie un indu et met en œuvre la récupération.

En cas de non-dépassement des plafonds et si aucun supplément n'a été sollicité en 2019, la Caisse d'allocations familiales octroie d'office les suppléments prévus aux articles 122 à 124 du décret du 8 février 2018.

**Art. 5.** Pour les familles résidant à l'étranger, l'octroi des suppléments aux allocations familiales visés aux articles 122 à 124 du décret du 8 février 2018, sont octroyés à l'enfant bénéficiaire et payés à l'allocataire par décision provisoire de la Caisse d'allocations familiales sur base d'une déclaration sur l'honneur.

Le modèle de déclaration sur l'honneur est déterminé par l'Agence et contient au minimum les données concernant les revenus professionnels et les prestations sociales imposables. L'envoi de la déclaration sur l'honneur est effectué chaque année.

**Art. 6.** L'Agence détermine le modèle de demande de suppléments sociaux à utiliser auprès de la Caisse d'allocations familiales.

La demande comprend à tout le moins les informations relatives aux revenus professionnels et prestations sociales à prendre en compte, à savoir :

1° les allocations de chômage ou de faillite, les indemnités d'assurance maladie et de repos d'accouchement, les allocations d'interruption de carrière ou crédit-temps, les indemnités pour accident du travail et pour maladie professionnelle, (pré)pensions et assurances-groupe;

2° les indemnités relatives à la pension de survie et les allocations de transition;

3° les salaires (y compris les titres-services);

4° les chèques ALE;

5° le pécule de vacances;

6° les allocations de garde pour les gardien(ne)s d'enfants payées par l'ONEM;

7° pour les travailleurs indépendants, les revenus nets en tant que travailleur indépendant et les pertes professionnelles des travailleurs indépendants peuvent être déduites des revenus d'autres activités professionnelles;

8° les indemnités de rupture dont seule la partie se rapportant à l'année du paiement est prise en considération;

9° les arriérés dont seule la partie se rapportant à l'année du paiement est prise en considération;

10° les indemnités contractuelles d'assurance de groupe de l'employeur pour cause de maladie, d'invalidité ou d'accident couvrant une perte de revenus : seule la rente annuelle de l'année en cours est prise en considération;

11° les prestations d'incapacité de travail ou d'invalidité imposables provenant d'une assurance privée pour travailleurs indépendants et professions libérales;

12° les revenus provenant d'une organisation internationale.

**Art. 7.** Le présent arrêté produit ses effets du 1<sup>er</sup> janvier 2019 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2021.

**Art. 8.** Le Ministre qui a les allocations familiales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 mars 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/20642]

**19 MAART 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 86 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen voor het jaar 2019**

De Waalse Regering,

Gelet de algemene kinderbijslagwet van 19 december 1939, artikel 42*bis*, 50*ter*, 71, § 2;

Gelet op het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, artikelen 86 en 120, lid 5 en 6;

Gelet op het rapport van 27 oktober 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 januari 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 21 januari 2021;

Gelet op advies nr. 68.736/2 van de Raad van State, gegeven op 22 februari 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de noodzaak om de continuïteit van de procedures voor de toekenning van sociale toeslagen, zoals die door FAMIFED werden toegepast en waarvan de regels al jaren bekend zijn bij de gezinnen en door een rechtszekerheid, mogelijk te maken. En zo de toekenning van sociale toeslagen sinds 1 januari 2019 mogelijk te maken en rechtsonzekerheid te voorkomen. De gezinnen zijn immers sinds 2015 op de hoogte van het systeem dat in dit besluit wordt beschreven en dit gedurende een periode van één jaar vóór de overgang naar de toekenning van een verworven recht;

Op de voordracht van de Minister belast met Kinderbijslag;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet van 8 februari 2018: het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen;

2° de fiscale flux: de gegevensstroom van de FOD Financiën in zijn hoedanigheid van authentieke bron tot vaststelling van de inkomsten bedoeld in artikel 2, 2°, van het decreet van 8 februari 2018.

Met betrekking tot het eerste lid, 2°, is de voorlopige beslissing voor het jaar 2019 gebaseerd op het aanslagbiljet voor het belastingjaar 2017 voor het inkomensjaar 2016. De controle van de toekenningsvoorwaarden in 2021 is gebaseerd op het aanslagbiljet van het belastingjaar 2020 voor het inkomensjaar 2019.

**Art. 3.** Voor het jaar 2019 worden de toeslagen op de kinderbijslagen, bedoeld in de artikelen 122 tot en met 124 van het decreet van 8 februari 2018, bij voorlopige beslissing van het Kinderbijslagfonds toegekend aan het begunstigde kind en uitbetaald aan de bijslagtrekkende, volgens de volgende modaliteiten:

1° het Kinderbijslagfonds neemt op 1 januari 2019 een nieuwe voorlopige beslissing in de volgende situaties:

a) a) de toeslag wordt ambtshalve provisioneel toegekend wanneer het inkomen volgens de fiscale flux het toegestane maximum niet overschrijdt;

b) b) het Kinderbijslagfonds stelt de bijslagtrekkende in kennis van een voorlopige beslissing beschikking indien het inkomen volgens de fiscale flux het maximum overschrijdt;

c) voor dossiers waarvoor het Kinderbijslagfonds in 2018 op grond van artikel 56, § 2, van de algemene kinderbijslagwet de in artikel 50*ter* van de algemene kinderbijslagwet bepaalde bedragen betaalt, wordt de provisionele betaling volgens de in artikel 50*ter* van de algemene kinderbijslagwet bepaalde bedragen in 2019 gehandhaafd, onder voorbehoud van een wijziging van de socio-professionele situatie;

d) voor dossiers waarvoor het Kinderbijslagfonds in 2018 de in artikel 50*ter* van de algemene kinderbijslagwet bepaalde bedragen betaalt op basis van gelijkstelling, wordt de provisionele betaling volgens de in artikel 50*ter* van de algemene kinderbijslagwet bepaalde bedragen in 2019 gehandhaafd tot de verwachte datum van het einde van de gelijkstelling; Alleen de inkomensvoorwaarden worden geverifieerd;

e) voor dossiers waarvoor het Kinderbijslagfonds in 2018 op grond van de artikelen 56*quater*, 56*quinquies* of 56*septies* van de algemene kinderbijslagwet de in artikel 50*ter* van de algemene kinderbijslagwet bepaalde bedragen betaalt, wordt de betaling van de in artikel 50*ter* van de algemene kinderbijslagwet bedoelde bedragen voortgezet;

f) Voor kinderen die worden geplaatst met betaling van een derde van de gezinsbijslag op het depositoboekje en voor plaatsingen die op 1 januari 2019 aan de gang zijn, blijven de toegepaste gezinshereniging en het tarief die op 31 december 2018 van kracht waren, gelden tot zich een nieuwe gebeurtenis voordoet, vanaf welke de nieuwe bepalingen van toepassing zijn;

g) wanneer de fiscale flux niet beschikbaar is geweest, onderzoekt het Kinderbijslagfonds de voorwaarden voor de toekenning van de toeslag aan de hand van bewijsstukken waaruit blijkt dat de bijslagtrekkende voldoet aan de inkomensvoorwaarden voor de toekenning van een toeslag;

h) in het geval van de in artikel 42*bis* van de algemene kinderbijslagwet bedoelde toeslagen voor kinderen die gewaarborgde gezinsbijslagen ontvangen, wordt de toekenning provisioneel gehandhaafd en geregulariseerd na ontvangst van de belastinggegevens betreffende het gezin van het begunstigde kind;

i) voor kinderen van wie is erkend dat zij een handicap of aandoening hebben, ouder zijn dan 25 jaar en geboren zijn vóór 1 juli 1966, wordt de betaling in 2019 zonder verder onderzoek voortgezet;

2° het Kinderbijslagfonds neemt op 1 januari 2019 een nieuwe voorlopige beslissing in de volgende situaties:

a) de sociaal verzekerde deelt het Kinderbijslagfonds mee dat zijn inkomen het maximum overschrijdt of dreigt te overschrijden;

b) de sociaal verzekerde die een ambtshalve beslissing tot voorlopige weigering heeft ontvangen, kan te allen tijde om een nieuw onderzoek van zijn dossier verzoeken door het Kinderbijslagfonds een bewijs van inkomen toe te zenden;

c) wanneer het Kinderbijslagfonds kennis krijgt van een verandering in de gezinssituatie van de bijslagtrekkende waardoor niet meer wordt voldaan aan de voorwaarden voor de toekenning van een toeslag, wordt de provisionele betaling van de toeslag onmiddellijk stopgezet;

d) in geval van een nieuwe eenoudergezinssituatie in een dossier waarin geen provisionele betaling van de toeslag heeft plaatsgevonden, richt het Kinderbijslagfonds een verzoek om aanvullende informatie aan de bijslagtrekkende;

3° voor nieuwe aanvragen voor kinderbijslag vanaf januari 2019 neemt het Kinderbijslagfonds een voorlopige beslissing op basis van een aanvraag tot provisionele toekenning indien de bijslagtrekkende het bewijs heeft dat hij voldoet aan de inkomensvoorwaarden voor de toekenning van een toeslag.

Met betrekking tot lid 1, 1°, f), wordt in geval van een nieuwe plaatsing met betaling van de derde op een depositoboekje het vanaf 1 januari 2019, de sociale toeslag automatisch toegekend. Het kind is niet langer gegroepeerd rond de bijslagtrekkende. De betaling wordt dus verricht in rang 1, met toekenning van de sociale toeslag bedoeld in artikel 123 van het decreet van 8 februari 2018.

Wat het eerste lid, 1°, i) betreft, wordt de geldigheid van het percentage éénoudergezinnen, indien het wordt betaald, later geverifieerd wanneer de belastinggegevens worden ontvangen.

Met betrekking tot het eerste lid, 2°, a), onderbreekt het Kinderbijslagfonds onmiddellijk de provisionele betaling van de toeslag.

**Art. 4.** In 2021 gaat het Kinderbijslagfonds voor de in artikel 3 bedoelde situaties op basis van de fiscale flux van de inkomsten 2019 na of de in de artikelen 122 tot en met 124 van het decreet van 8 februari 2018 vastgestelde maxima al dan niet zijn overschreden.

Als de maxima worden overschreden, meldt het Kinderbijslagfonds het onverschuldigd betaalde en voert het de terugvordering uit.

Als de maxima niet worden overschreden en er in 2019 geen toeslag is aangevraagd, kent het Kinderbijslagfonds automatisch de toeslagen toe waarin is voorzien in de artikelen 122 tot en met 124 van het decreet van 8 februari 2018

**Art. 5.** Voor de gezinnen die in het buitenland verblijven, worden de toeslagen op de kinderbijslagen, bedoeld in de artikelen 122 tot en met 124 van het decreet van 8 februari 2018, bij voorlopige beslissing van het Kinderbijslagfonds toegekend aan het begunstigde kind en uitbetaald aan de bijslagtrekkende op basis van een verklaring op erewoord.

Het model van de verklaring op erewoord wordt door het Agentschap vastgesteld en bevat ten minste de gegevens betreffende de beroepsinkomsten en de belastbare sociale uitkeringen. De verklaring op erewoord wordt elk jaar verzonden.

**Art. 6.** Het Agentschap stelt het model vast voor de aanvraag van sociale toeslagen die samen met het Kinderbijslagfonds moeten worden gebruikt.

De aanvraag bevat ten minste de gegevens betreffende de beroepsinkomsten en de sociale uitkeringen die in aanmerking moeten worden genomen, namelijk:

1° de werkloosheids- of faillissementsuitkeringen, ziekte- en bevallingsuitkeringen, loopbaanonderbrekings- of tijdskredietuitkeringen, uitkeringen bij arbeidsongevallen en beroepsziekten, (pre)pensioenen en groepsverzekeringen;

2° de uitkeringen in verband met het overlevingspensioen en de overbruggingstoelagen;

3° de salarissen (met inbegrip van de dienstencheques);

4° de PWA-cheques;

5° het vakantiegeld

6° de uitkeringen voor kinderopvang voor onthaalouders betaald door de RVA;

7° voor zelfstandigen, de netto-inkomsten als zelfstandige en de beroepsverliezen van zelfstandigen kunnen worden afgetrokken van de inkomsten uit andere beroepsactiviteiten;

8° de verbrekingsvergoeding, waarvan alleen het deel dat betrekking heeft op het jaar van betaling in aanmerking wordt genomen;

9° de achterstallige betalingen, waarvan alleen het deel dat betrekking heeft op het jaar van betaling in aanmerking wordt genomen;

10° de contractuele uitkeringen in het kader van de collectieve ziekte-, invaliditeits- of ongevallenverzekering van de werkgever die inkomensverliezen dekken: alleen de jaarlijkse rente voor het lopende jaar wordt in aanmerking genomen;

11° de belastbare arbeidsongeschiktheidsuitkeringen of invaliditeitsuitkeringen van een particuliere verzekering voor zelfstandigen en vrije beroepen;

12° de inkomsten van een internationale organisatie.

**Art. 7.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2019 en houdt op gevolg te hebben per 31 december 2021.

**Art. 8.** De Minister bevoegd voor Kinderbijslag is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 maart 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE